



## Motifs de décision

Jonathan Bradford,

*requérant,*

*et*

Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale,  
du transport et des autres travailleurs et travailleuses  
du Canada (TCA-Canada) (maintenant connu sous  
le nom d'Unifor),

*intimé.*

Dossier du Conseil : 30191-C

Référence neutre : 2014 CCRI 716

Le 5 mars 2014

---

### **Procureurs inscrits au dossier**

M<sup>e</sup> Albertos Polizogopoulos, pour M. Jonathan Bradford;

M<sup>e</sup> Piper Henderson, pour le Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-Canada) (maintenant connu sous le nom d'Unifor).

Un banc du Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M<sup>e</sup> Elizabeth MacPherson, Présidente, ainsi que de M<sup>e</sup> Louise Fecteau et M. Patric F. Whyte, Vice-présidents, a étudié la demande mentionnée ci-dessus visant le réexamen d'une décision rendue par le Conseil le 27 septembre 2013 dans *Bradford*, 2013 CCRI 696 (RD 696). Ayant examiné la documentation produite par les parties, le Conseil est convaincu que les documents versés au dossier lui suffisent pour exercer son pouvoir discrétionnaire en vertu de l'article 16.1 du *Code*

canadien du travail (*Partie I – Relations du travail*) (*le Code*) et trancher la demande sans tenir d'audience.

## **I. Contexte**

[1] M. Jonathan Bradford (le requérant) travaille comme contrôleur aérien pour NAV CANADA (l'employeur). Il a été embauché en mai 2010. À ce titre, il est membre de l'unité de négociation représentée par le Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-Canada) (maintenant connu sous le nom d'Unifor) (le syndicat). Aux termes de la convention collective conclue entre le syndicat et l'employeur, le requérant est tenu d'adhérer au syndicat et de verser les cotisations syndicales. En août 2012, il a présenté une demande au Conseil en vertu du paragraphe 70(2) du *Code*, afin d'être exempté de l'adhésion syndicale et du versement des cotisations syndicales en raison de ses croyances ou convictions religieuses. Dans la décision RD 696, le Conseil a rejeté cette demande. Le 25 octobre 2013, le requérant a présenté la présente demande en vertu de l'article 18 du *Code*, afin que le Conseil réexamine la décision RD 696.

## **II. Décision initiale (RD 696)**

[2] Le Conseil a tenu une audience relativement à la demande initiale et il a entendu des témoignages de vive voix pendant deux jours en mai 2013. Au bout du compte, le Conseil n'a pas été convaincu que le requérant satisfaisait à l'ensemble des conditions exigées pour que soit justifiée, aux termes du paragraphe 70(2) du *Code*, une exemption de l'adhésion syndicale et du versement des cotisations syndicales en raison de croyances ou de convictions religieuses. Les motifs à l'appui de la décision du Conseil figurent aux paragraphes 26 à 42 de la décision RD 696 :

[26] La demande en l'espèce vise à obtenir une exemption de l'obligation d'adhérer à un syndicat et de verser les cotisations syndicales, en vertu du paragraphe 70(2) du *Code*, qui est ainsi libellé :

70. (2) S'il est convaincu que le refus d'un employé de faire partie d'un syndicat ou de lui verser la cotisation syndicale normale est fondé sur ses croyances ou convictions religieuses, le Conseil peut, par ordonnance, exempter l'employé des dispositions de la convention collective exigeant soit l'adhésion syndicale comme condition d'emploi, soit le versement de la cotisation syndicale normale à un syndicat. L'intéressé est alors tenu de verser, soit directement, soit par prélèvement sur son salaire, un montant équivalent à la cotisation syndicale normale à un organisme de bienfaisance enregistré agréé à la fois par l'employé et le syndicat.

[27] Le Conseil a énoncé cinq critères dont il doit tenir compte lorsqu'il interprète cet article du *Code*. Les quatre premiers ont été établis dans la décision *Barker* (1986), 66 di 91; 13 CLRBR (NS) 28; et 86 CLLC 16,031 (CCRT n° 576), et le cinquième a été ajouté ultérieurement, dans *Wiebe* (1987), 70 di 89; 18 CLRBR (NS) 241; et 87 CLLC 16,032 (CCRT n° 632). Les voici :

1. Le requérant doit s'opposer à tous les syndicats et non à un seul syndicat en particulier.
2. Le requérant ne doit pas nécessairement fonder son objection sur des préceptes explicites d'une religion ou d'une église.
3. Le Conseil doit procéder à une évaluation objective des croyances du requérant, afin de déterminer si celles-ci sont associées au Divin ou à la façon dont l'homme perçoit son rapport au Divin, par opposition aux institutions humaines.
4. Le requérant doit convaincre le Conseil de sa sincérité et prouver qu'il n'a pas rationalisé son opposition au syndicat après avoir pris connaissance des dispositions du *Code* portant sur l'objection à caractère religieux.
5. Le Conseil doit évaluer les conséquences probables qu'entraînerait le rejet de la demande pour le requérant, y compris la question de savoir si ce rejet occasionnerait, chez lui, une situation conflictuelle telle qu'il se retrouverait dans l'impossibilité de conserver son emploi.

[28] Les parties conviennent que les critères ci-dessus sont ceux que le Conseil applique pour trancher les demandes fondées sur le paragraphe 70(2) du *Code*. Bien que le Conseil ait passé en revue les diverses décisions des commissions et tribunaux qui ont été présentées par les parties, il n'est pas nécessaire de s'attarder longuement à ces autres affaires, puisque les parties s'entendent sur les critères qui doivent être appliqués.

[29] En outre, les décisions rendues dans chacune de ces affaires étaient presque entièrement tributaires de l'évaluation que le Conseil a faite des croyances des requérants concernés. Les demandes de cette nature sont peu courantes et sont complexes pour le Conseil, car elles exigent du banc qu'il évalue les croyances du requérant, et qu'il se prononce non seulement sur la question de savoir si les croyances religieuses de ce dernier sont authentiques et sincères, mais aussi sur la question de savoir si elles procèdent d'une religion et sont incompatibles avec l'adhésion à un syndicat ou avec le versement de cotisations à celui-ci. À cet égard, le Conseil a affirmé ce qui suit : « La religion est une chose si personnelle, et il est souvent difficile de juger de la sincérité d'une personne. Dans bien des cas, la ligne de démarcation entre les croyances religieuses et les opinions d'une personne sur le plan moral, social ou politique, n'est pas nette » (*Gordon* (1988), 74 di 84; et 3 CLRBR (2d) 245 (CCRT n° 695), aux pages 90; et 251). C'est pour cette raison que le Conseil tient habituellement une audience lorsqu'une demande de ce genre lui est présentée; cela lui permet d'entendre le requérant et de le voir témoigner devant lui au sujet de la nature et de la sincérité de ses croyances religieuses.

[30] Après avoir entendu le témoignage en l'espèce, le Conseil a conclu que le requérant – bien qu'il soit un homme religieux qui entretient, à n'en pas douter, des opinions fermes sur la religion, y compris sur la question de l'avortement – n'a pas convaincu le Conseil qu'il satisfaisait au quatrième critère, à savoir celui de ne pas avoir tenté de justifier son opposition aux syndicats en invoquant des motifs religieux après avoir pris connaissance des dispositions du *Code*.

[31] Comme il a été mentionné ci-dessus, pour qu'une demande fondée sur le paragraphe 70(2) soit accueillie, il faut que l'opposition s'applique à tous les syndicats, et non à un syndicat en particulier. Cela signifie que les croyances religieuses et l'opposition doivent avoir trait au syndicalisme en

général et aux principes de la négociation collective, et non aux actes, activités ou politiques d'un syndicat en particulier. Ainsi, il a été conclu qu'une opposition à une politique syndicale ou à une prise de position publique sur la question de l'avortement est trop éloignée de la raison d'être et des activités d'un syndicat, ainsi que du rôle d'un agent négociateur sur le lieu de travail, pour justifier une exemption de l'obligation d'adhérer à un syndicat et de verser les cotisations (*Doyle* (1993), 91 di 26, et 93 CLC 16,028 (CCRT n° 990), et *Carroll*, 23 juin 1989 (LD 731)).

[32] Le requérant a témoigné que c'est parce qu'il ne veut pas être « associé » à des non-croyants au sein d'une organisation, et qu'il est contre le principe syndical selon lequel les intérêts des employés passent avant ou sont contraires à ceux de l'employeur, qu'il croit maintenant ne pouvoir adhérer à aucun syndicat. Le requérant a toutefois indiqué que ces convictions ou ces principes religieux sont depuis longtemps les siens, en dépit du fait qu'il est membre d'un syndicat depuis plusieurs années et qu'il l'avait déjà été une autre fois auparavant, il y a de nombreuses années de cela. Ses convictions religieuses n'étaient pas incompatibles avec l'adhésion à un syndicat et le versement des cotisations dans le passé. Il n'avait jamais demandé à être exempté de l'obligation de verser les cotisations ou d'adhérer à un syndicat. Ce sont plutôt les efforts qu'il a déployés pour se soumettre à l'autorité de l'employeur alors qu'il était membre d'un syndicat qu'il a décrits dans ses observations. Par exemple, il a expliqué qu'il s'était toujours efforcé de remplacer des collègues absents pour cause de maladie ou de prolonger son quart de travail lorsque la direction le lui demandait, qu'il ne se plaignait pas lorsqu'on lui refusait des vacances et qu'il n'avait jamais présenté de grief concernant des conditions de travail inégales. Il a également décrit une situation où il s'était opposé à une grève en raison de sa conviction religieuse selon laquelle un employé ne devrait pas refuser de faire le travail pour lequel il a été embauché.

[33] Tout cela ne correspond donc pas à de nouveaux aspects de la religion ou des croyances religieuses du requérant, qui en seraient venus à susciter un conflit en son for intérieur. En fait, il entretenait ces croyances religieuses depuis longtemps, mais il avait auparavant trouvé des façons de rester fidèle à ses convictions religieuses tout en faisant partie d'un syndicat et en payant ses cotisations en tant que membre.

[34] Personne ne conteste que c'est parce qu'il a découvert que le syndicat appuyait activement le mouvement pro-choix relativement à la question de l'avortement que le requérant a demandé pour la première fois, en s'adressant à la CRTA, à être exempté, pour des motifs religieux, de l'obligation de verser les cotisations syndicales. La correspondance échangée entre le requérant et le président du syndicat en juin 2012 démontre clairement que le requérant a des opinions solidement ancrées sur cette question et que la prise de position du syndicat dans ce dossier l'avait beaucoup contrarié. La correspondance avec le syndicat démontre également que le requérant n'était aucunement préoccupé, à cette époque, par la représentation des employés par le syndicat relativement à des enjeux liés au lieu de travail. En fait, la solution que le requérant avait proposée était simplement de faire en sorte que sa section locale se dissocie du TCA.

[35] Après avoir été informé qu'il avait présenté sa demande devant le mauvais tribunal, le requérant a présenté une demande au Conseil en août 2012. La demande qui a été présentée au Conseil était très différente. Le requérant demandait cette fois à être exempté de l'obligation d'adhérer à un syndicat ainsi que de celle de verser les cotisations syndicales, et il affirmait désormais qu'il s'opposait à l'adhésion à quelque syndicat que ce soit. Il attribuait ce changement de position à une progression de ses idées religieuses, survenue à la suite de certaines recherches qu'il avait faites sur des questions religieuses et juridiques. Même s'il s'agissait d'un élément clé du dossier du requérant, peu de détails ont été donnés au sujet de ces recherches.

[36] Les seuls documents qu'il a mentionnés expressément, pour rendre compte du changement apporté à sa demande et de la progression de ses idées religieuses, sont la brochure du professeur de dogmatique susmentionnée et l'arrêt *Lavigne*, précité, rendu par la Cour suprême du Canada. Toutefois, le requérant a témoigné que la brochure avait seulement confirmé des croyances religieuses qu'il entretenait au préalable, et qu'il connaissait déjà les extraits de la Bible qui y étaient cités. Ainsi,

la seule information réellement nouvelle, et par conséquent la véritable source de la progression dans ses croyances religieuses et du changement important apporté à la demande présentée au Conseil, par rapport à celle qu'il avait présentée à la CRTA, est l'information qu'il a apprise en lisant l'arrêt *Lavigne*, précité, à savoir que les syndicats ont le droit légal de prendre position sur des questions sociales, politiques et morales.

[37] Le Conseil trouve difficile à croire que, par suite de recherches qui se sont déroulées sur trois semaines, les croyances religieuses du requérant ont progressé à un point tel qu'elles sont désormais inconciliables avec l'adhésion syndicale. Le requérant n'a pas convaincu le Conseil que les activités du syndicat menées sur la scène publique à l'appui du mouvement pro-choix – qui va à l'encontre de ses convictions religieuses – ne demeurent pas la véritable cause sous-jacente de son opposition au versement des cotisations syndicales. Après avoir lu l'arrêt *Lavigne*, précité, et avoir constaté que des activités syndicales qu'il croyait inacceptables étaient en fait des activités sociales légitimes et légitimes, le requérant était sans aucun doute contrarié et consterné. Par ailleurs, le fait d'avoir appris que les syndicats ont un plus grand pouvoir, une plus grande autorité et des droits légaux plus étendus qu'il ne l'avait d'abord cru a peut-être rendu le requérant moins tolérant à l'égard de certaines activités des syndicats, en particulier du rôle qu'ils peuvent jouer dans les débats publics entourant des questions sociales, politiques et morales. De l'avis du Conseil, rien de tout cela ne modifie fondamentalement la relation élémentaire qui existe entre les convictions religieuses du requérant et la notion de syndicalisme en général. Or, le requérant a auparavant été capable de concilier ces deux éléments.

[38] La demande du requérant révèle clairement que, dans le cadre des recherches qu'il a effectuées, il a examiné les décisions rendues par le Conseil sur la question et sur les critères exigés par le Conseil pour accueillir une demande présentée en vertu du paragraphe 70(2) du *Code*. Même un examen superficiel des exigences du Conseil aurait permis de constater qu'une demande d'exemption fondée exclusivement sur son opposition aux orientations du syndicat sur la question de l'avortement aurait probablement été rejetée. Pour cette raison, le requérant a présenté la présente demande, qui est de portée plus large. De l'avis du Conseil, l'explication la plus probable, en ce qui a trait à la différence entre les deux demandes, est que le requérant a utilisé ses croyances religieuses comme prétexte pour soutenir qu'il satisfaisait aux critères que le Conseil prend en compte pour établir s'il accorde ou non une exemption de l'obligation d'adhérer à un syndicat et de verser les cotisations syndicales, aux termes du paragraphe 70(2) du *Code*. Cette conclusion est étayée par le fait qu'il semble que l'église à laquelle le requérant a finalement choisi de se joindre, parce que c'est celle qui lui convenait le mieux en raison de la similitude de leurs croyances, ne défendait aucune position de principe concernant l'adhésion à un syndicat ou le versement des cotisations syndicales.

[39] Un pouvoir discrétionnaire considérable a été conféré au Conseil pour l'application de cette disposition du *Code*, et le pouvoir d'accorder une exemption de l'obligation d'adhérer à un syndicat et de verser les cotisations syndicales ne doit pas être exercé à la légère. En effet, il faut établir un juste équilibre entre la volonté de respecter les croyances religieuses individuelles et les objectifs législatifs du *Code*. Le Parlement a reconnu la nécessité des clauses de sécurité syndicale pour que les syndicats demeurent forts et solidaires, ce qui leur permet de représenter plus efficacement les employés de leurs unités de négociation et d'exercer des pressions plus soutenues afin d'obtenir de meilleures conditions d'emploi. Les dispositions sur les retenues syndicales s'expliquent par le fait que les personnes qui bénéficient des services et de la protection d'un syndicat et d'une convention collective doivent assumer leur juste part des coûts liés à ces bénéfices. On ne devrait passer outre à ces principes qu'en des circonstances exceptionnelles. Cette mise en garde a été réitérée en ces termes dans *Gordon*, précitée :

...Le simple fait qu'une personne est profondément religieuse n'est pas suffisant, aux fins de l'application du paragraphe 162(2) du *Code*. Dans l'intérêt public, le Parlement a adopté une loi permettant aux employeurs et aux syndicats de s'entendre pour stipuler dans les conventions collectives que les employés doivent être membres du syndicat et que c'est là une condition d'emploi. Aux yeux du législateur, le versement de cotisation syndicale constitue également un avantage pour la société dans son ensemble.

Par conséquent, le Conseil doit s'assurer que les personnes qui demandent à être exemptées de l'application de ces dispositions sont réellement admissibles par suite de leurs convictions religieuses.

(pages 87-88; et 248-249)

[40] Et, finalement, le Conseil a conclu :

Tout bien considéré, le Conseil se demande sérieusement quel est le véritable motif pour lequel M. Gordon souhaite ne plus être membre du SPC et ne plus verser de cotisation au syndicat. À notre avis, lorsque les arbitres ont des doutes de ce genre, ces doutes devraient être résolus en faveur du programme législatif adopté par le Parlement...

(pages 91; et 252)

[41] En l'espèce, et pour les motifs susmentionnés, le Conseil entretient des doutes similaires en ce qui a trait au motif véritable pour lequel le requérant veut cesser d'être membre d'un syndicat et de verser les cotisations syndicales. Le Conseil n'est pas convaincu que les raisons du requérant sont ancrées dans autre chose que l'opposition qu'il a d'abord manifestée contre la prise de position publique du TCA sur la question de l'avortement et contre le fait que le TCA avait engagé des ressources pour soutenir le mouvement pro-choix, puis qu'il a ensuite manifestée, dans une perspective plus globale, contre l'idée de continuer à verser des cotisations à une organisation qui peut prendre position publiquement, de manière contraire à ses propres opinions, sur des questions sociales, politiques et morales – et qui le fait et continuera vraisemblablement à le faire. Après avoir réalisé que ce raisonnement ne lui permettrait peut-être pas à lui seul d'obtenir l'exemption qu'il souhaitait, le requérant s'est servi de ses opinions religieuses comme prétexte pour tenter de démontrer qu'il satisfaisait aux critères du Conseil. Le Conseil n'est donc pas convaincu que le requérant satisfait aux critères requis, et il n'est pas non plus convaincu qu'il devrait exercer son pouvoir discrétionnaire afin d'accorder une exemption en l'espèce. Toutefois, comme on peut le lire dans l'arrêt *Lavigne*, précité (page 281), le fait de verser les cotisations syndicales n'empêche pas un membre du syndicat de professer des opinions contraires à celles qui sont exprimées par le syndicat, et le syndicat, lorsqu'il fait connaître un point de vue, n'exprime pas « l'avis de tout un chacun des membres de l'unité de négociation ».

[42] Pour les raisons susmentionnées, le Conseil rejette la demande présentée en vertu du paragraphe 70(2) du *Code* afin d'obtenir une exemption de l'obligation d'adhérer à un syndicat et de verser les cotisations syndicales.

### III. Portée du réexamen

[3] L'article 18 du *Code* confère au Conseil le pouvoir de réexaminer ses propres décisions :

18. Le Conseil peut réexaminer, annuler ou modifier ses décisions ou ordonnances et réinstruire une demande avant de rendre une ordonnance à son sujet.

[4] Toutefois, la législature a également prévu que les décisions du Conseil sont censées être définitives :

22. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les ordonnances ou les décisions du Conseil sont définitives et ne sont susceptibles de contestation ou de révision par voie judiciaire que pour les motifs visés aux alinéas 18.1(4)*a*), *b*) ou *e*) de la *Loi sur les Cours fédérales* et dans le cadre de cette loi

(1.1) Le Conseil a qualité pour comparaître dans les procédures visées au paragraphe (1) pour présenter ses observations à l'égard de la norme de contrôle judiciaire applicable à ses décisions ou à l'égard de sa compétence, de ses procédures et de ses politiques.

(2) Sauf exception prévue au paragraphe (1), l'action – décision, ordonnance ou procédure – du Conseil, dans la mesure où elle est censée s'exercer dans le cadre de la présente partie, ne peut, pour quelque motif, y compris celui de l'excès de pouvoir ou de l'incompétence à une étape quelconque de la procédure :

*a*) être contestée, révisée, empêchée ou limitée;

*b*) faire l'objet d'un recours judiciaire, notamment par voie d'injonction, de *certiorari*, de prohibition ou de *quo warranto*,

[5] Le caractère définitif des décisions est d'une importance considérable pour le Conseil (*CanWest Pacific Television Inc. (CKVU)* (1991), 84 di 19 (CCRT n° 847)). En raison de la grande importance du caractère définitif des décisions, eu égard à la conduite des relations patronales-syndicales, le réexamen des décisions du Conseil constitue l'exception plutôt que la règle (*Kies*, 2008 CCRI 413). Le Conseil ne réexaminera généralement pas une décision qu'il a rendue, à moins qu'il soit convaincu que l'une des conditions suivantes le justifie :

1. le Conseil n'avait pas compétence pour rendre la décision ou l'ordonnance;
2. le Conseil a manqué à un principe de justice naturelle;
3. le Conseil a commis une erreur de droit ou de principe qui remet véritablement en question son interprétation du *Code*;
4. la survenance de faits nouveaux qui, s'ils avaient été portés à la connaissance du Conseil avant que celui-ci ne rende la décision ou l'ordonnance faisant l'objet d'un réexamen, l'auraient vraisemblablement amené à une conclusion différente.

[6] L'objet d'un réexamen n'est pas de permettre à une partie de porter une décision en appel ou de défendre à nouveau une cause qui a déjà été présentée à un autre banc du Conseil. Le banc de

révision ne peut pas substituer sa propre appréciation des faits à celle du banc qui était saisi de l'affaire initiale (voir l'arrêt *Williams c. Teamsters Local Union 938*, 2005 C.A.F. 302). Il incombe au requérant, qui a le fardeau de la preuve, de démontrer qu'il existe de sérieuses raisons, voire des circonstances exceptionnelles, qui justifieraient le réexamen d'une décision (*591992BC Ltd.*, 2001 CCRI 140).

[7] En l'espèce, le requérant allègue que le Conseil n'a pas respecté les principes de justice naturelle et que sa décision est entachée d'une erreur de droit. Dans *Kies*, précitée, le Conseil a décrit les renseignements qui doivent être présentés lorsque ces motifs de réexamen sont invoqués :

[21] Bref, si l'auteur d'une demande allègue l'existence d'une erreur de droit ou de principe, il doit, dans sa demande, préciser à tout le moins :

- i) le droit ou le principe en cause;
- ii) l'erreur exacte que le banc initial a commise dans l'application de ce droit ou principe;
- iii) la manière dont la présumée erreur remet véritablement en question l'interprétation donnée au *Code* par le banc initial.

...

[26] L'auteur d'une demande qui allègue que le banc initial n'a pas respecté un principe de justice naturelle doit préciser à tout le moins :

- i) le principe exact de justice naturelle ou d'équité procédurale;
- ii) une description de la manière dont le banc initial n'a pas respecté ce principe.

[27] Un simple désaccord avec la décision d'un banc initial et une déclaration générale que la décision a donné lieu à la violation d'un principe non défini de « justice naturelle » ne justifient pas le réexamen.

#### **IV. Position des parties**

##### **A. Le requérant**

[8] Le requérant allègue que la décision du Conseil doit être réexaminée parce que :

- a) le Conseil n'a pas respecté les principes de justice naturelle, car il a fondé sa décision sur des faits présumés et sur des faits qui n'étaient pas inclus dans la preuve;

b) la décision du Conseil était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil a mal appliqué le critère permettant d'établir si les exemptions demandées pour des motifs religieux devaient être accordées;

c) la décision du Conseil était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil a joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux;

d) la décision du Conseil était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil n'a pas examiné ni respecté la jurisprudence de la Cour suprême du Canada à sa disposition;

e) le critère *Barker/Murray* [sic], qui a été appliqué par le Conseil, n'est pas conforme à l'intention du législateur.

[9] Pour ce qui est du premier motif, le requérant soutient que les seuls éléments de preuve dont disposait le Conseil étaient constitués du témoignage de deux témoins et de la preuve documentaire qu'il a lui-même produite. Il affirme qu'aucun élément de preuve présenté au Conseil ne permettait de penser que son objection à l'adhésion syndicale résultait de l'appui manifesté par le syndicat à l'égard du mouvement pro-choix relativement à la question de l'avortement, ni qu'il avait utilisé ses croyances religieuses comme prétexte après avoir appris que sa demande devait être présentée au Conseil, et non à la Commission des relations de travail de l'Alberta (CRTA). Le requérant allègue que le Conseil s'est appuyé sur des faits présumés, ou sur des faits qui n'étaient pas inclus dans la preuve, pour en arriver aux conclusions qu'il a tirées.

[10] Le requérant reproche au Conseil le critère qu'il a appliqué ainsi que la manière dont il l'a appliqué. Dans le cadre de l'audience initiale, les parties s'étaient entendues sur le fait que les principes établis dans *Barker* (1986), 66 di 91; 13 CLRBR (NS) 28; et 86 CLLC 16,031 (CCRT n° 576), et modifiés dans *Wiebe* (1987), 70 di 89; 18 CLRBR (NS) 241; et 87 CLLC 16,032 (CCRT n° 632), constituaient le critère approprié.

[11] Toutefois, le requérant soutient maintenant que ce critère repose sur une interprétation erronée du *Code* et de l'intention de la loi. Il soutient qu'il est suffisant qu'un requérant s'oppose à l'adhésion à un syndicat en particulier, et non à tous les syndicats, et qu'en définissant comme il l'a fait la première condition du critère *Barker/Wiebe*, le Conseil a placé la barre trop haute pour ce qui est de l'exemption prévue au *Code*.

[12] Le requérant soutient que le Conseil a mal appliqué la quatrième condition du critère. Il allègue qu'au lieu d'examiner si les croyances religieuses du requérant étaient sincères, le Conseil a examiné si ses croyances l'empêchaient ou non d'adhérer à un syndicat ou de verser les cotisations syndicales. Il soutient également que, selon le critère, le Conseil ne doit pas examiner si le requérant a utilisé ses croyances religieuses comme prétexte, mais plutôt s'il a tenté de trouver une explication logique à son opposition à l'adhésion syndicale et au versement des cotisations.

[13] Le requérant soutient qu'en évaluant ses croyances religieuses et en examinant si celles-ci l'empêchaient ou lui interdisaient réellement d'adhérer au syndicat et de verser les cotisations, le Conseil a joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux. Le requérant soutient que ce rôle n'appartenait pas au Conseil et que celui-ci devait seulement établir si ses croyances étaient sincères. Il affirme que le Conseil a outrepassé son rôle en analysant la légitimité ou la validité théologique de ses croyances religieuses lorsqu'il a tenu compte du fait que l'église à laquelle il s'était joint ne défendait aucune position de principe et ne prenait pas position officiellement au regard de l'adhésion syndicale ou du versement des cotisations.

[14] Le requérant avance également que le Conseil n'a pas observé les principes formulés par la Cour suprême du Canada dans *Syndicat Northcrest c. Amselem*, 2004 C.S.C. 47 (*Amselem*). Dans cet arrêt, la Cour a déclaré que les demandeurs qui invoquent la liberté de religion ne devraient pas être tenus d'établir la validité objective de leurs croyances en apportant la preuve que d'autres fidèles de la même religion les reconnaissent comme telles, et qu'il ne convient pas non plus que les tribunaux se livrent à cette analyse. Le requérant a affirmé qu'à la lumière de cette jurisprudence, il n'était pas tenu de prouver la validité de ses croyances religieuses, mais seulement la sincérité de celles-ci. Il soutient que l'examen du Conseil aurait dû se limiter à établir si ses croyances étaient honnêtes et s'il les affichait de bonne foi, et non à établir si elles étaient valides ou si elles exigeaient que soit adoptée une ligne de conduite en particulier. L'évaluation de la sincérité est une question de fait.

## B. Le syndicat

[15] Le syndicat soutient que la demande est sans fondement et que le Conseil devrait la rejeter.

[16] Le syndicat fait remarquer que les éléments de preuve présentés au Conseil incluaient une copie de la demande que le requérant avait initialement présentée à la CRTA afin d'être exempté du versement des cotisations syndicales au motif qu'il ne pouvait pas verser des cotisations à une organisation qui appuyait publiquement le mouvement pro-choix. À cette époque, le requérant ne demandait pas à être exempté de l'adhésion syndicale. Les éléments de preuve démontraient par ailleurs que le requérant avait écrit à l'ancien président du syndicat pour demander que le syndicat cesse d'appuyer publiquement le mouvement pro-choix.

[17] Il ressortait des éléments de preuve que, durant les trois semaines qui s'étaient écoulées entre la présentation des demandes à la CRTA et au Conseil, le requérant avait fait des recherches juridiques et avait pris connaissance des exigences qu'il fallait respecter pour obtenir une exemption sous le régime du *Code*. Dans sa demande au Conseil, le requérant affirmait qu'il y avait dorénavant un conflit entre ses croyances religieuses et son adhésion à un syndicat, quel qu'il soit. Le syndicat affirme que le fardeau de présentation revenait au requérant, qui devait convaincre le Conseil qu'il n'avait pas tenté de trouver une explication logique à son opposition aux syndicats après avoir pris connaissance des dispositions du *Code*. Le syndicat soutient que le requérant n'a pas donné d'explications relativement au conflit entre ses croyances religieuses et l'adhésion syndicale qui, semblait-il, était survenu au cours de cette période de trois semaines. Selon les éléments de preuve du requérant, il n'y avait pas eu de changement véritable dans les croyances religieuses qu'il entretenait depuis longtemps, et il avait auparavant trouvé des façons de concilier ces croyances avec l'adhésion à un syndicat.

[18] Le syndicat soutient par conséquent que les inférences du syndicat et les conclusions qu'il a tirées s'appuyaient sur des éléments de preuve suffisants, et qu'il n'y a aucun motif pour lequel le Conseil devrait intervenir dans les conclusions du banc initial.

[19] Le syndicat soutient également que le Conseil n'a commis aucune erreur de droit, contrairement à ce qu'allègue le requérant. Depuis que le critère *Barker/Wiebe* a été adopté par les tribunaux fédéraux en 1986, et en dépit de la légère modification qui y a été apportée en

1987, le Conseil a appliqué systématiquement les conditions définies dans ces décisions. Le Conseil était en droit d'apprécier tous les éléments de preuve à sa disposition pour établir si le requérant s'était acquitté du fardeau de le convaincre que son objection à l'adhésion syndicale reposait sur des motivations sincères. Le syndicat soutient que, dans la décision RD 696, le Conseil s'est conformé à sa jurisprudence et n'a commis aucune erreur de droit.

[20] Le syndicat soutient que le Conseil n'a commis aucune erreur de droit lorsqu'il a déclaré que les croyances religieuses du requérant doivent être à la fois sincères et incompatibles avec l'adhésion à un syndicat. Le Conseil avait le droit de tirer des conclusions à partir de la preuve documentaire à sa disposition; or, cette preuve révélait que le requérant reconnaissait la valeur des objectifs du syndicalisme — par exemple l'obtention d'un traitement juste et équitable — et qu'il les respectait, et que ce n'est qu'après avoir pris connaissance des dispositions du *Code* qu'il a affirmé pour la première fois que ses croyances religieuses l'empêchaient d'être membre d'un syndicat. Ces faits ont été soupesés dans le contexte de l'évaluation que le Conseil a faite de la sincérité du requérant et, au bout du compte, de sa crédibilité.

[21] Le syndicat affirme que le Conseil n'a pas dérogé aux principes établis par la Cour suprême du Canada dans *Amselem*, précité, étant donné que ces principes ne s'appliquaient pas à l'affaire dont avait été saisi le Conseil. Le Conseil ne devait pas trancher la question de savoir si l'adhésion syndicale et le versement des cotisations syndicales étaient contraires à la liberté de religion du requérant, mais celle de savoir si le Conseil devait exercer son pouvoir discrétionnaire d'exempter le requérant des obligations prescrites dans la convention collective. Lorsque la question de la sincérité du requérant doit être tranchée, il faut procéder à un examen objectif de la nature des croyances du requérant afin d'établir si le conflit découle bel et bien de ses croyances religieuses.

[22] Le syndicat fait valoir que l'analyse du Conseil était conforme aux principes établis dans *Amselem*, précité, en ce qui a trait à l'examen de la sincérité des croyances d'un requérant, lorsque la sincérité est un fait en litige. Il était légitime que le Conseil se penche sur la question de la sincérité du requérant, compte tenu de la différence entre la demande qu'il a présentée à la CRTA et celle qu'il a présentée au Conseil, et du peu de temps qui s'est écoulé entre la présentation de ces deux demandes. Le requérant ne s'opposait pas à l'adhésion syndicale au

moment où il a présenté sa demande à la CRTA mais, trois semaines plus tard, il affirmait au Conseil que ses croyances religieuses l'empêchaient de faire partie d'un syndicat. Le syndicat soutient que le Conseil n'a commis aucune erreur lorsqu'il a conclu, en évaluant la demande du requérant, que celui-ci avait fourni très peu de détails pour expliquer la progression remarquable de ses croyances au cours d'une période aussi brève. Il affirme que le pouvoir discrétionnaire conféré au Conseil au paragraphe 70(2) exige du Conseil qu'il fasse preuve de prudence lorsqu'il examine des demandes d'exemption, pour s'assurer de ne pas saper les objectifs généraux du *Code*. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire implique nécessairement l'exigence que le Conseil se serve de son jugement pour évaluer la sincérité des croyances avancées et, lorsque des doutes persistent à cet égard, la demande devrait être tranchée en faveur du programme législatif adopté par le Parlement.

[23] Le syndicat soutient que le critère *Barker/Wiebe* a été élaboré soigneusement en gardant à l'esprit l'intention du Parlement. Il souligne que *Barker*, précitée, contient une longue récapitulation des origines de la législation et de ses objectifs. Au cours de la période de plus de 25 ans qui s'est écoulée depuis l'adoption de ce critère, le Parlement n'a pas jugé bon de modifier les dispositions législatives, et on doit donc conclure qu'il est satisfait de la manière dont le Conseil a interprété et appliqué le *Code*.

## **V. Analyse et décision**

[24] En l'espèce, le requérant a demandé le réexamen de la décision RD 696, au motif que le Conseil n'a pas respecté les principes de justice naturelle, car il a fondé sa décision sur des faits présumés et sur des faits qui n'étaient pas inclus dans la preuve; que la décision était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil a mal appliqué le critère permettant d'établir si le requérant satisfaisait ou non aux conditions requises pour obtenir une exemption pour des motifs religieux; que la décision était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil a joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux; que la décision du Conseil était entachée d'une erreur de droit, car le Conseil n'a pas examiné ni respecté la jurisprudence de la Cour suprême du Canada; et que le critère *Barker/Wiebe* n'est pas conforme à l'intention du législateur.

[25] Le Conseil se penchera sur les cinq objections soulevées par le requérant telles qu'elles ont été exposées dans sa demande.

**1. Le Conseil a-t-il fondé sa décision sur des faits présumés et sur des faits qui n'étaient pas inclus dans la preuve?**

[26] Après avoir examiné la preuve, le banc de révision est d'avis que, lorsqu'il en est arrivé à sa conclusion dans la décision RD 696, le Conseil avait à sa disposition des éléments de preuve afférents aux croyances religieuses du requérant telles qu'elles étaient avant qu'il ne présente sa demande à la CRTA, ainsi qu'aux croyances religieuses qu'il a avancées comme fondement de sa demande au Conseil visant à obtenir une exemption du versement des cotisations syndicales. Les éléments de preuve à la disposition du Conseil étaient suffisants pour que celui-ci puisse en arriver aux conclusions qu'il a tirées et à la décision qu'il a rendue. Le Conseil estime que la décision n'a pas été rendue sur le fondement de faits présumés ou de faits qui n'étaient pas inclus dans la preuve, et il n'y a donc pas eu de manquement aux principes de justice naturelle.

**2. Le Conseil a-t-il mal appliqué les critères permettant d'établir si une exemption pour des motifs religieux aurait dû être accordée au requérant?**

[27] Lorsque des exemptions pour des motifs religieux sont demandées, le Conseil applique depuis longtemps les critères définis dans *Barker*, précitée, en tenant compte de la modification apportée dans *Wiebe*, précitée. Le banc initial a exposé correctement le critère *Barker/Wiebe* au paragraphe 27 de la décision RD 696. Bien que le banc initial ait formulé des remarques incidentes sur des concepts religieux et sur leur relation avec l'adhésion à un syndicat, sa décision était fondée sur l'application du critère *Barker/Wiebe*. En particulier, le Conseil a établi, sur la foi des éléments de preuve présentés, qu'il n'était pas convaincu que le requérant n'avait pas tenté de trouver une explication logique à son opposition aux syndicats après avoir pris connaissance des dispositions du *Code* et de la jurisprudence du Conseil. L'opinion du Conseil sur la sincérité du requérant s'appuyait sur les constatations relatives au peu de temps qui s'était écoulé entre la présentation de ses demandes à la CRTA et au Conseil, ainsi qu'aux changements dans les raisons avancées à l'appui de ces deux demandes. Étant donné que le banc initial a entendu des témoignages de vive voix dans le cadre d'une audience et qu'il a tiré une conclusion raisonnable à la lumière des éléments de preuve à sa disposition, le banc de révision doit faire preuve de déférence à l'égard des conclusions du banc initial.

[28] Selon le banc de révision, le banc initial n'a pas mal appliqué le critère *Barker/Wiebe* lorsqu'il a conclu, sur le fondement de la preuve à sa disposition et de son appréciation de celle-ci, que le requérant ne remplissait pas les conditions permettant de bénéficier d'une exemption pour des motifs religieux. Le Conseil conclut donc qu'il n'y a eu aucune erreur de droit ou de principe qui jetterait un doute sérieux sur son interprétation du *Code*.

### **3. Le Conseil a-t-il joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux?**

[29] Le requérant soutient que le Conseil a joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux en évaluant ses croyances religieuses et en examinant si celles-ci l'empêchaient ou lui interdisaient réellement d'adhérer au syndicat et de verser les cotisations. Il soutient que ce rôle n'appartenait pas au Conseil et que celui-ci devait seulement établir si ses croyances étaient sincères. Il affirme que le Conseil a outrepassé son rôle en analysant la légitimité ou la validité théologique de ses croyances religieuses lorsqu'il a tenu compte du fait que l'église à laquelle il s'était joint ne défendait aucune position de principe et ne prenait pas position officiellement au regard de l'adhésion syndicale ou du versement des cotisations.

[30] Comme il a été mentionné ci-dessus, le banc initial a formulé un certain nombre de remarques incidentes dans la décision RD 696. Le Conseil convient que son rôle, eu égard à la quatrième condition du critère *Barker/Wiebe*, consiste à établir si la croyance du requérant est sincère et à s'assurer que celui-ci n'a pas tenté de trouver une explication logique à son opposition aux syndicats. Toutefois, c'est au requérant qu'il incombe de convaincre le Conseil et, en l'espèce, le requérant ne s'est pas acquitté de ce fardeau. Selon le banc de révision, le banc initial n'a fait qu'une remarque contextuelle lorsqu'il a mentionné que l'église à laquelle appartient le requérant ne défend aucune position de principe et ne prend pas position officiellement au regard de l'adhésion syndicale ou du versement des cotisations. De l'avis du banc de révision, cela ne suffit pas pour qu'on puisse affirmer que le banc initial a joué le rôle d'un arbitre des dogmes religieux.

[31] Par conséquent, le Conseil estime que les arguments du requérant ne sont pas fondés et qu'il n'y a aucune erreur de droit ou de principe qui jetterait un doute sérieux sur son interprétation du *Code*.

#### **4. Est-il vrai que le Conseil n'a pas examiné ni respecté la jurisprudence de la Cour suprême du Canada?**

[32] Le requérant soutient que le Conseil n'a pas observé les principes formulés par la Cour suprême du Canada dans *Amselem*, précité. Dans cet arrêt, la Cour a déclaré que les demandeurs qui invoquent la liberté de religion ne devraient pas être tenus d'établir la validité objective de leurs croyances en apportant la preuve que d'autres fidèles de la même religion les reconnaissent comme telles, et qu'il ne convient pas non plus que les tribunaux se livrent à cette analyse.

[33] La demande que le Conseil a examinée dans la décision RD 696 se fondait exclusivement sur le paragraphe 70(2) du *Code*. Le Conseil ne devait pas trancher la question de savoir si l'adhésion syndicale et le versement des cotisations syndicales étaient contraires à la liberté de religion du requérant, mais celle de savoir si le Conseil devait exercer son pouvoir discrétionnaire d'exempter le requérant des obligations prescrites dans la convention collective. Ainsi, le Conseil n'était pas tenu d'établir si les croyances du requérant étaient valides, mais si elles étaient sincères. Par conséquent, les principes invoqués par le requérant n'étaient pas pertinents au regard de l'affaire dont le Conseil était saisi – bien que l'analyse du Conseil fût conforme à ces principes en ce qui concerne l'examen de la sincérité des croyances du requérant. Il était légitime que le Conseil se penche sur la sincérité du requérant, compte tenu de la différence entre la demande qu'il a présentée à la CRTA et celle qu'il a présentée au Conseil, ainsi que du peu de temps qui s'est écoulé entre la présentation de ces deux demandes.

[34] Le Conseil conclut donc que la décision RD 696 ne va pas à l'encontre des principes énoncés par la Cour suprême dans *Amselem*, précité, et qu'il n'y a donc pas d'erreur de droit.

#### **5. Le critère *Barker/Wiebe* est-il conforme à l'intention du législateur?**

[35] Le Conseil applique le critère *Barker/Wiebe* depuis 1986, et le requérant et le syndicat ont convenu que ce critère était pertinent dans l'affaire du requérant. Le requérant n'a à aucun moment, durant les procédures devant le banc initial, soulevé une objection quant au critère établi dans la jurisprudence du Conseil, ni allégué que ce critère n'était pas conforme à l'intention du législateur. Puisque cette question aurait pu être soulevée devant le banc initial mais qu'elle ne l'a pas été, ce n'est pas un motif de réexamen valide.

[36] Pour l'ensemble des motifs exposés ci-dessus, le requérant n'a pas convaincu le Conseil que le réexamen de la décision RD 696 est justifié en l'espèce. Par conséquent, la présente demande de réexamen est rejetée.

[37] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

*Traduction*

---

Elizabeth MacPherson  
Présidente

---

Louise Fecteau  
Vice-présidente

---

Patric F. Whyte  
Vice-président